

LE PROJET DE MÉGACOMPLEXE EUROPACITY? ENTERRÉ.
LES TRAVAUX DU GRAND PARIS EXPRESS? SUSPENDUS.
DANS LE TRIANGLE DE GONESSE, EN ÎLE-DE-FRANCE,
LA LUTTE POUR SAUVER LES TERRES AGRICOLES
S'EST RÉVÉLÉE PAYANTE. DÉSORMAIS, LE COLLECTIF
CARMA CULTIVE UN ESPOIR: FAIRE DE CES 670 HECTARES
UN MODÈLE D'AGRICULTURE BIO ET LOCALE.

TERRE DE TRANCHÉES

Le parc de la Patte d'Oie, à Gonesse, est peu connu des riverains. D'ailleurs, il n'y a pas foule sur les chemins escarpés de l'ancienne décharge, où

s'entassaient naguère les gravats des constructions des cités alentour, reconvertie en vaste parc paysager. Dans le ciel bas, les avions de Roissy, mais aussi du Bourget, masquent les conversations d'une vingtaine de randonneurs, dont beaucoup de chevelures grisonnantes. Sur leurs doudounes, quelques-uns arborent un sticker jaune pétard, «Oui aux terres de Gonesse». Qu'on ne s'y trompe pas, la marche du jour a beau être tonique et conviviale, elle est aussi militante : pour Bernard, Jean-Yves, Christine et les autres, membres du Collectif pour le Triangle de Gonesse (CPTG), c'est ZADimanche. Comme un dimanche par mois, et comme zone à défendre.

Le fameux «triangle» se découvre depuis les hauteurs du parc : 670 hectares de terres agricoles, miraculées de décennies d'urbanisation, coincées entre une autoroute et deux aéroports, à cheval sur le Val-d'Oise et la Seine-Saint-Denis. Avec une vue imprenable, au loin, sur le Sacré-Cœur et la tour Eiffel. Est-ce toujours la ville ? Ou déjà la campagne ? Ici, l'air est plus frais et les repères se brouillent face à ces improbables entrelacs de champs de blé et de cités, de zones pavillonnaires et d'entrepôts logistiques. Ici, se joue l'une des batailles les plus emblématiques contre l'artificialisation des terres 1 et l'invasion des centres commerciaux.

Le 7 novembre, nos randonneurs en ont remporté la première manche, après dix années de mobilisation, de recours en justice, de participation aux diverses concertations locales. «On a eu la chance de tomber sur un projet absurde», commente Bernard Loup, président du CPTG et prof de maths à la retraite. Sur les terres agricoles de Gonesse, EuropaCity, initié en 2010 par Nicolas Sarkozy et financé par le français Auchan et le chinois Wanda, pré-

Par Weronika Zarachowicz

Photos Sylvain Gouraud
pour Télérama

voyait de construire un demi-millier de boutiques, des hôtels, des salles de spectacle et même une piste de ski... Le gouvernement Macron l'a enterré, le jugeant incohérent avec l'«ambition écologique» de la France. Au pas-

sage, la petite bande tenace et organisée du CPTG, issue d'associations locales du Val-d'Oise, de Seine-Saint-Denis et de Paris, a démontré que des initiatives citoyennes pouvaient peser sur le cours des choses. «Ses membres croient en notre capacité collective à entretenir la démocratie», observe l'ethnographe Stéphane Tonnelat, qui suit le CPTG depuis trois ans. Ils sont en train de forcer nos institutions à prendre les bonnes décisions.»

Quelques jours plus tard, nouvelle victoire du pot de terre contre le pot de fer : le tribunal administratif de Montreuil suspendait les travaux d'une partie du futur métro Grand Paris Express, et notamment la gare de Gonesse, prévue en plein champ, à 1,7 kilomètre des premières habitations. «Elle ne se justifiait que pour transporter les visiteurs d'EuropaCity», souligne Bernard Loup. Mais si, à terme, elle devait être confirmée, l'urbanisation pourrait l'emporter. Rien n'est donc gagné. Voilà pourquoi, dès 2016, parallèlement à la lutte, nous avons voulu proposer un projet alternatif. Ainsi est né Carma, Coopération pour une ambition agricole, rurale et métropolitaine d'avenir. Un épatant laboratoire d'idées où carburent bénévolement les cerveaux d'une centaine d'ingénieurs, agronomes, urbanistes, membres de Terre de liens ou de Biocoop. Son objectif : convaincre le gouvernement 2, chiffres et contre-expertises à l'appui, que les terres de Gonesse offrent «une opportunité unique pour construire une transition écologique en Île-de-France», résume son président, Robert Spizzichino, ancien ingénieur-urbaniste.

Pourquoi ici, sous les avions, entre les autoroutes et les voies rapides ? Parce que, sur ces terres interdites aux habitations (trop de nuisances sonores et de risques – le

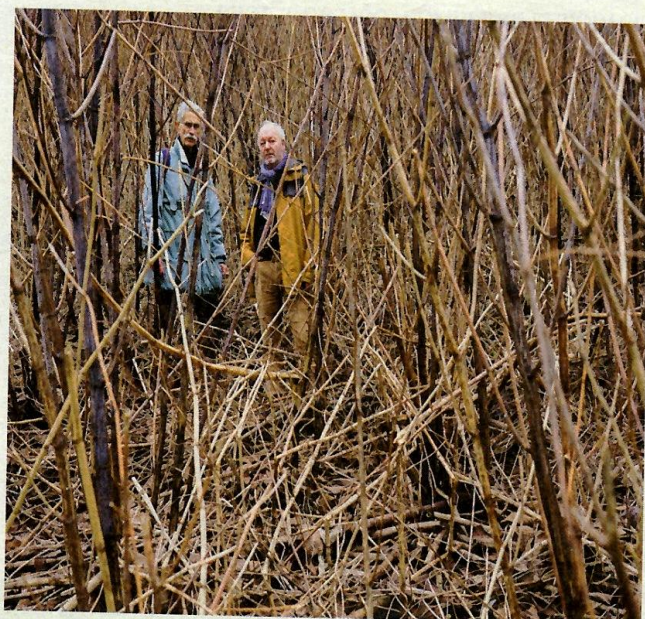


Concorde s'y est écrasé), tout pousse. Ces sols d'une qualité exceptionnelle ont formé le grenier à céréales de la capitale, et vu naître l'ancêtre de la baguette parisienne, le pain de Gonesse. « Des fouilles y ont même découvert des silos à grains vieux de 2500 ans, ajoute Jean-Yves Souben, vice-président du CPTG et proviseur à la retraite. Le triangle offre un patrimoine qu'on n'a pas le droit de détruire pour un énième centre commercial. » D'autant que ces terres non bétonnées assurent la régulation climatique d'un territoire ultra pollué, soumis aux canicules de plus en plus fréquentes; les supprimer contribuerait à étouffer plus encore la ville.

À cela s'ajoute un autre enjeu vital: l'autonomie alimentaire. Soit la capacité à produire, sur place, des produits consommés localement. « L'abondance des rayons de nos supermarchés masque la fragilité de nos approvisionnements »,

pointe Maud Granger Remy, administratrice du réseau Amap Île-de-France (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne), également membre de Carma. Paris n'est autonome qu'à 1,27%; dit autrement, près de 99% des aliments consommés sont importés, souvent de loin! Et la capitale dispose de moins de trois jours de réserves, en cas de crise routière ou... de confinement pour cause d'épidémie. Les espaces agricoles représentent pourtant plus de 45% de l'Île-de-France. « Mais ces cultures sont surtout destinées à l'exportation, précise Agnès Sinai, essayiste et membre de Carma. Par ailleurs, il s'agit d'une agriculture conventionnelle [intensive, mécanisée, avec intrants chimiques, ndlr]. » Impossible donc pour la région de répondre à la demande croissante de bio, de la part des particuliers mais aussi de la restauration collective. Jean-Yves Souben, »

Marie et Alexandre Proix reprennent la ferme de leur père, Jacques, dernier maraîcher de Gonesse, qui a passé sa vie « à lutter contre les expropriations ».



Bernard Loup et Jean-Yves Souben, du Collectif pour le Triangle de Gonesse, défendent « un patrimoine qu'on n'a pas le droit de détruire pour un énième centre commercial ».

En bas : Julien Vermignon, de l'association Nous Gonessiens. « Carma peut être une solution concrète pour réconcilier les banlieues avec l'écologie. »

À LIRE

Capital agricole. Chantiers pour une ville cultivée,

sous la direction d'Augustin Rosenstiehl, éd. du Pavillon de l'Arsenal, 2018, 480 p., 43 €.

En route pour l'autonomie alimentaire, de Sabine Becker et François Rouilly, éd. Terre vivante, 2020, 224 p., 23 €.

« Île-de-France 2050 : après l'effondrement, le nouveau visage de la capitale », rapport en ligne sur www.institutmomentum.org



quand il était proviseur à Aulnay-sous-Bois, n'a jamais réussi à atteindre l'objectif légal de 20 % de bio dans les cantines – même en achetant des pommes de terre venues d'Égypte. « Et encore, selon la nouvelle loi, leur part devrait passer à 50 % d'ici à 2022 ! »

D'où l'urgence de recréer des ceintures alimentaires, en suivant l'exemple de métropoles qui anticipent déjà la fin des énergies fossiles bon marché – Montréal, Milan, Rennes ou Barcelone, où 2 700 hectares de terres ont été sanctuarisés près de l'aéroport, qui approvisionnent les marchés locaux en produits frais et labellisés. Alors pourquoi pas à Paris et dans les communes environnantes, qui disposent d'un fabuleux potentiel ? Gonesse ne pourra certes pas fournir toute la région, mais ce serait « le début d'une relocalisation », argumente Carma, grâce à une agriculture diversifiée, avec du maraîchage, des céréales, de l'horticulture... « Nous proposons un pôle d'excellence, résume Robert Spizzichino, autour de l'agriculture, la santé et le bien-manger pour tous, avec des structures de transformation des produits récoltés sur place, de la distribution en circuits courts et indépendants, de la valorisation des déchets organiques. Mais aussi de la formation en agroforesterie, en agroécologie et dans les métiers de la transition écologique. »

Reste le plus périlleux : convaincre de l'intérêt d'un changement de modèle, dans un territoire qui condense toutes les contradictions de l'époque. Il affiche sa lutte contre le dérèglement climatique (la COP 21 s'est tenue... au Bourget), mais prévoit un nouveau terminal à Roissy (le T4, qui mise sur une croissance du trafic aérien). Il dispose de terres parmi les plus fertiles d'Europe, mais les considère comme des réserves foncières – parmi leurs propriétaires se trouve l'assureur AXA. « Le prix des terrains passe de 9 euros le mètre carré lorsque les paysans sont expropriés, à 300 euros quand ils sont revendus aux aménageurs, explique Bernard Loup. Puis le prix flambe encore : EuropaCity prévoyait de commercialiser entre 3 500 et 5 500 euros le mètre carré ses bâtiments construits, selon la proximité de la piste de ski. Comment rivaliser avec de tels produits financiers ? » Difficile aussi de convaincre des élus, à qui « EuropaCity promettait la création de cinq mille emplois ». Et des Gonessiens, souvent résignés, qui ont peu de liens avec le Triangle et pour qui bio rime surtout avec inaccessible. Sans oublier les derniers céréaliers du coin, toujours adeptes de l'agriculture conventionnelle : « Depuis que Roissy existe, les pouvoirs publics leur répètent que leur avenir est ailleurs, explique le jeune agronome Pierre Defilippi, chez Carma. La ville les a mangés. Aujourd'hui, ils se disent : à quoi bon... Ils n'ont plus la force de questionner leurs pratiques. »

On a pourtant senti le vent tourner du côté de Gonesse. Le maire, qui a déposé un recours contre l'État pour l'abandon d'EuropaCity, vient d'intégrer le projet Carma dans son programme électoral. Et fin janvier, à Villiers-le-Bel, un débat organisé autour de l'avenir du Triangle a rassemblé plus d'une centaine de personnes, dont des associations des quartiers défavorisés. « Ici, le développement économique s'est souvent résumé à des hangars de stockage et des métiers dans la logistique, et peu de jeunes ont des projets professionnels tournés vers l'agriculture », souligne Julien Vermignon, étudiant en master, cofondateur de l'association Nous Gonessiens. Carma peut être une solution concrète pour réconcilier les banlieues avec l'écologie. C'est aussi ce qu'on a entendu, tout près du parc de la Patte d'Oie, dans le jardin de Jacques Proix, dernier maraîcher de Gonesse et « une vie passée à lutter contre les expropriations ». Lui qui avait « baissé les bras » s'est remis à y croire depuis l'abandon d'EuropaCity... et la décision de ses enfants de reprendre l'exploitation familiale, en bio. Alexandre, 27 ans, a quitté son emploi chez Darty il y a un mois. « Je vendais des extensions de garantie toute la journée. Il était temps de faire quelque chose qui ait du sens. » Le temps pour Gonesse, Villiers-le-Bel ou Villepinte de changer de karma... ●

1 Urbanisation d'un espace naturel.

2 Le gouvernement a confié à Francis Rol-Tanguy une mission de médiation pour le Triangle de Gonesse et le territoire du Grand Roissy.

Remerciements à Anne Gellé, de Terre de liens Île-de-France.

